



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MARCHÉ FOURNITURES ET SERVICES

Appel d'offres ouvert

(articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2
et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

MARCHE DE PROPRETÉ POUR LES LOCAUX DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE (ENP) de SAINT-MALO (35)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Le présent CCTP comporte 15 pages dont celle-ci.

2 annexes :

- 20250829_ANX1_CCTP_Fiche controle prestations
- 20250829_ANX2_CCTP_TYPOLOGIE_prest_LOCAUX-ENP35

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
2.1 Aspect.....	3
2.2 Confort.....	3
2.3 Hygiène.....	4
2.4 Sécurité.....	4
ARTICLE 3 - DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DES LOCAUX.....	4
3.1 Description du site et plans.....	4
3.2 Visite des locaux.....	5
3.3 Description des bâtiments.....	5
ARTICLE 4 - DÉFINITIONS DES PRESTATIONS.....	8
4.1 Prestations systématiques forfaitaires.....	8
4.1.1 Propreté.....	8
4.1.2 Gestion des déchets.....	8
4.2 Prestations supplémentaires.....	9
4.2.1 Hébergement/Pédagogie.....	9
4.2.2 Vitrerie.....	9
4.2.3 Prestations de propreté supplémentaire.....	10
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	10
5.1 Intervention.....	10
5.2 Encadrement et effectifs.....	10
5.3 Accès au site.....	11
ARTICLE 6 - SUIVI ET CONTRÔLES DES PRESTATIONS.....	11
6.1 Suivi des prestations.....	11
6.2 Contrôle interne du titulaire.....	12
6.3 Contrôles inopinés.....	12
6.4 Contrôles contradictoires.....	12
6.5 Reporting et plan de progrès.....	12
ARTICLE 7 - SÉCURITÉ, MATÉRIEL, PRODUIT, ÉNERGIE ET PLAN DE PRÉVENTION.....	13
7.1 Sécurité.....	13
7.2 Matériel.....	13
7.3 Produit.....	13
7.4 Énergies.....	14
7.5 Plan de prévention.....	14

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent l'exécution de prestations de nettoyage des locaux de l'École Nationale de Police de Saint-Malo (ENP).

Lieu d'exécution : voir article I.1 du CCAP.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent marché a pour objet d'assurer l'ensemble des tâches garantissant l'hygiène et la propreté des locaux, surfaces vitrées comprises.

C'est un contrat à obligation de résultat. Les prestations sont exécutées en tenant compte de leur périodicité ainsi que de la nature et de la fréquentation des locaux.

L'hygiène repose sur l'assainissement des locaux.

Les prestations de nettoyage devront porter sur les éléments suivants :

- L'aspect
- Le confort
- L'hygiène
- La sécurité

ainsi que :

- Éliminer les déchets (vidage des poubelles)
- Éliminer la poussière (agent de transmission de germes infectieux)
- Aérer les locaux
- Réduire la population microbienne :
 - ◆ par l'utilisation de techniques précises : Balayage et lavage humide des sols, dépoussiérage humide des surfaces et du mobilier
 - ◆ par l'emploi quotidien de produit nettoyant ou de désinfectant au cours du nettoyage (sols, sanitaires...)
 - ◆ par un travail méticuleux et soigné : changer l'eau de lavage des surfaces et des sols à chaque pièce, insister dans les angles des murs, les recoins divers
 - ◆ par l'entretien et la décontamination quotidienne du matériel utilisé (les gazes de balayage...)

2.1 Aspect

L'aspect est l'impression visuelle de netteté et de propreté donnée par un local et ses équipements.

Les locaux administratifs, médicaux et d'hébergements, les sanitaires particuliers et communs, halls d'entrée, circulations, escaliers, etc... nécessitent des prestations de qualités et soignées.

Les produits employés ne doivent ni coller, ni marquer au pas après lustrage.
Ils dégageront une odeur agréable ou neutre.

2.2 Confort

Le confort est apprécié au travers des facteurs suivants :

- Les perceptions olfactives : Suppression des odeurs comme les mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures (odeurs d'urines ou d'excréments dans les toilettes, odeurs de moisissures, odeurs corporelles dans les bureaux communs, les vestiaires, chambres, odeurs d'ordures, etc...)

- Les perceptions auditives : En fonction des horaires et lieux d'intervention (hébergement), réduire les nuisances sonores liées à l'utilisation des matériels de nettoyage
- Les perceptions tactiles : Réaliser un travail n'entraînant aucune altération des surfaces qui doivent rester agréables au toucher et au contact
- Des sols qui ne doivent présenter aucun danger de glissement pour les usagers.

2.3 Hygiène

L'hygiène est l'ensemble des principes et des pratiques relatives à la préservation de la santé. Elle repose sur l'assainissement périodique des locaux, surfaces et air ambiant. L'exécution des prestations de nettoyage doit aboutir à :

- L'élimination de la poussière
- L'élimination des traces, tâches et salissures
- Le nettoyage des sols et des surfaces
- La désinfection
- L'élimination des déchets.

En matière d'hygiène, les prestations de nettoyage doivent :

- Réduire la pollution à un niveau admis par la réglementation en vigueur
- Respecter les dispositions du Code du travail
- Ne pas provoquer de pollution par l'usage intempestif de méthodes ou de produits nocifs.

À cet effet, il convient de tenir compte des risques particuliers que présentent les locaux sanitaires et les locaux et équipements concernant les ordures pour lesquels la qualité de l'hygiène est appréciée par des constatations et contrôles périodiques effectués contradictoirement, avec le titulaire et l'école.

2.4 Sécurité

En matière de sécurité, les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols sont sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

En aucun cas, les personnels employés pour effectuer des tâches en hauteur ne devront monter sur les chaises, bureaux ou se pencher par les fenêtres mais utiliser des moyens adaptés, déterminés par une analyse des risques et acceptés par l'école.

ARTICLE 3 - DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DES LOCAUX

3.1 Description du site et plans

Le site de l'École Nationale de Police de Saint-Malo comporte plusieurs bâtiments, tous dans le périmètre de ce marché excepté le stand de tir.

Les annexes 1 (fiche de contrôle des prestations) et 2 (Typologie Prestations) jointes au présent cahier des clauses techniques, DPGF et BPU, définies, pour chaque bâtiment, la nature des locaux à entretenir, leurs surfaces respectives, les revêtements et les fréquences d'intervention.

Il convient de bien noter que les destinations et les surfaces des locaux peuvent être modifiées en fonction de l'activité et du plan de charge du site, qui seraient ou non entretenues par les élèves ou stagiaires en formation.

De ce fait, de manière ponctuelle et/ou exceptionnelle, l'ENP se réserve le droit de décaler, supprimer ou ajouter des passages de prestations. Ces modifications doivent faire l'objet d'une communication préalable suffisante du mandataire laissant le temps au prestataire de prendre les dispositions adéquates.

3.2 Visite des locaux

Le candidat a visité les lieux préalablement au dépôt de son offre.

En conséquence, il est réputé avoir contrôlé l'étendue du site, le nombre de bâtiments, la superficie et la destination des locaux et avoir estimé les diverses consignes d'exécution.

Durant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance ou d'une insuffisance d'information sur les points listés ci-dessous pour s'affranchir de son obligation de résultat :

- La constitution des bâtiments et locaux
- Les contraintes dues à leur utilisation
- La nature des locaux et installations
- Les conditions particulières d'accès liées à la sécurité et aux contraintes d'accès de certains locaux et bâtiments.

Ponctuellement, lors de travaux d'aménagement, de réhabilitation, ou définitivement (fin de location), certains bâtiments ou locaux ne seront plus intégrés dans le programme de nettoyage. Les modifications éventuelles feront l'objet d'actes modificatifs.

3.3 Description sommaire des bâtiments

cf. détail dans annexe 2 du CCTP

N° BAT	Niveau	Descriptif sommaire
Bâtiment A (5 niveaux)	RdC	- 5 salles de restauration, Foyer et Centre de Documentation et d'Information - Laverie, sanitaires et vestiaires permanents - 1 salle de cours et 1 amphithéâtre (77 places)
	Étages	- Hébergement collectif 50 chambres (303 couchages), vestiaires, sanitaires - Hébergement individuel 24 chambres (24 couchages), cabines sanitaires
Bâtiment B (2 niveaux)	RdC	- 8 salles de cours et 1 salle grande capacité (64 places) - Bureaux, sanitaires, atelier et stockage maintenance
	Étage	- Hébergement individuel 29 chambres (55 couchages), cabines sanitaires
Bâtiment B2	1 niveau	- Bureau, local fourniture, sanitaire - Salle grande capacité (120 places avec chaise/90 avec table + chaise)
Bâtiment C	1 niveau	- Cuisine et self service
Bâtiment D (3 niveaux)	RdC	- Bureaux formateurs, sanitaires
	Étages	- Direction, services administratifs, sanitaires et salle de réunion au 1 ^{er} - Bureaux au 2 ^{ème} , sanitaires
Secteur E (CPN)	1 ^{er} étage	- 3 salles de cours (2 x 20 places dont 1 informatique 1 x 32 places), sanitaires
Bâtiment F	1 niveau	- Cabinet médical, bureaux, salle d'attente, vestiaires, sanitaires
Bâtiment G	1 niveau	- Bureaux, reprographie, local rangement, sanitaire

N° BAT	Niveau	Descriptif sommaire
Bâtiment H	1 niveau	- 4 salles de cours, bureau, sanitaires, local secourisme, locaux de simulation
Secteur I	RdC	- 4 Chalets de simulation (banque/pharmacie, appartement, épicerie, commissariat)
Bâtiment J	1 niveau	- Dojo, salle de sport (musculature) et atelier garage
Bâtiment K	RdC	- Blockhaus aménagé pour la simulation
	1 ^{er} étage	- 2 salles de cours dont 1 informatique (Modulaires)
Bâtiment L	1 niveau	- Blockhaus (stockage)
Bâtiment M	1 niveau	- Stand de tir
Bâtiment N	1 niveau	- 1 salle informatique, bureau, sanitaires
Bâtiment O	1 niveau	- Dojo, sanitaires
Secteur P	Extérieur	- Ruelle de simulation
Secteur Q	Extérieur	- Aire simulation bus et containers de stockage
Bâtiment R	2 niveaux	- Hébergement individuel : 8 chambres, cabines sanitaires
		- Logement de fonction
Bâtiment V		- Vestiaires, sanitaires - Espace détente
Bâtiment W		- Chaufferie et zone de stockage
Bâtiment Z	1 niveau	- Accueil, bureaux, vestiaires, sanitaires, stockage

Infrastructures pédagogiques	Hébergement
<ul style="list-style-type: none"> - 16 salles de cours généralistes - 3 salles informatiques - 1 amphithéâtre (77 places) - 2 salles grandes capacité (64 et 120 places) - 1 salle de réunion - 1 stand de tir - 2 dojos et 1 salle de musculature associative - Sites et locaux de simulation 	<ul style="list-style-type: none"> - Collectif : 50 chambres (303 couchages) - Individuel : 61chambres (87 couchages) <p>Soit 390 couchages</p>

L'école est une structure à caractère pédagogique.

À ce titre, y sont incorporées des personnes en formation initiale : élèves gardiens de la paix (EGPx), policiers adjoints (PA) et Cadets de la République.

Pour ces élèves, leur arrivée et la durée de leur présence à l'école évoluent en fonction du type de recrutement effectué au niveau national et du taux d'incorporation. Ces recrutements dépendent des choix politiques du gouvernement et de la loi de finances. Ils ne sont donc pas prévisibles, ni à court terme (1 an), ni à moyen terme (5 ans).

Actuellement :

- Pour les EGPX, la formation initiale se déroule sur 12 mois composée de périodes d'instruction théorique dispensées à l'école (4 puis 6 mois) et de 3 périodes d'applications pratiques en immersion dans les services respectivement de 10 jours et 2 de 3 semaines (auquel il faut rajouter un mois de vacances) *
- Pour les PA, la formation initiale est de 4 mois

Depuis septembre 2023, l'école n'accueille plus les Cadets de la République, qui sont dorénavant formés à l'ENP de Oissel pour la Zone Ouest. Cependant, il n'est pas exclu que ces élèves soient de nouveau incorporés à Saint-Malo dans le futur.

- Pour les Cadets de la République, la formation est de 12 mois (année scolaire) avec une présence alternée en Lycée Professionnel, ponctuée par 3 périodes de stage (le 1^{er} de 5 jours, le 2^{ème} de 10 jours et le 3^{ème} de 4 semaines) auquel il faut rajouter 1 mois de congés sur le dernier mois de scolarité.

L'école, en partenariat avec des Lycées Professionnels du grand ouest, héberge des élèves en baccalauréat professionnel « Sécurité » d'une durée d'une semaine sur l'année scolaire.

*** En cours de validation par l'Académie de Police, pour une mise en application prévue en décembre 2025, une « scolarité » des EGPX de 12 mois répartie comme suit :**

- Un Tronc Commun de 34 semaines avec : 16 et 13 semaines dites « pédagogiques » en école, périodes entrecoupées par un stage en immersion de 2 semaines et 3 semaines de congés. En fin de formation commune, tous les EGPX d'une même promotion doivent choisir entre 2 parcours distincts : une filière de sécurité générale OU judiciaire d'une durée de 18 semaines.
- Le Parcours de Sécurité Générale s'effectue dans la structure d'origine pour environ 80 à 90 % d'EGPX de la promotion. Cette formation dure 10 semaines. À la fin de cette période, les élèves choisissent leur poste d'affectation et quittent définitivement l'école (sortie de promotion). Suivie de 2 semaines de congés (dédiée à la recherche de logement), les futurs Gardiens de la Paix effectuent leur dernier stage d'immersion (6 semaines) dans leur service d'affectation.
- 10 à 20 % d'EGPX de cette promotion choisissent le Parcours Judiciaire et doivent quitter définitivement la structure d'origine pour se rendre dans les Écoles Nationales de Police de Oissel (76) ou de Nîmes (30). Au sein de ces 2 écoles, ils suivent 14 semaines de formation (10 et 4), entrecoupées d'un stage en immersion de 2 semaines, auquel s'ajoute 2 semaines de congés (recherche de logement).

Dans le cadre de la formation continue, elle en assure le soutien logistique (hébergement, restauration, locaux, véhicule, stand de tir...). La durée des stages varie de 2 à 12 jours (week-end compris), et le nombre de stagiaires présents n'est limité que par la capacité d'accueil du site.

Année/Nuitées	Formation Initiale (FI)	Formation Continue (FC)	Total
2022	34 764	2 282	37 046
2023	34 952	632	35 584
2024	41 807	31	41 838
2025	21 159	19	21 178

**Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle
et n'engagent en aucun cas le pouvoir adjudicateur**

ARTICLE 4 - DÉFINITIONS DES PRESTATIONS

L'ensemble des opérations de nettoyage a pour but de maintenir les équipements, locaux et surfaces dans de bonnes conditions de propreté, d'hygiène et de confort pour les personnels, grâce aux matériels, machines, produits et périodicités des interventions, adaptés à la nature des revêtements, à leur état et à la fréquentation des locaux.

Ces informations sont reportées dans l'annexe 2 au présent CCTP DPGF et BPU, qui indique pour chaque bâtiment :

- Le type de pièce
- La superficie des locaux : nombre de m² à nettoyer, nature des surfaces et revêtements
- La fréquence de nettoyage

Les informations chiffrées, figurant dans les annexes individuelles, sont données à titre indicatif. Elles n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent en aucun cas le pouvoir adjudicateur.

4.1 Prestations systématiques forfaitaires

4.1.1 Propreté

- L'aération des locaux
- Le maintien en état de propreté des locaux et du mobilier (exécution des prestations selon l'état des lieux et l'appréciation de l'intervenant)
- Le balayage ou aspiration des sols avant d'être lavés (lavage humide)
- Le nettoyage des surfaces vitrées des portes d'entrée et sas intérieur vitré (faces intérieures et extérieures et encadrement)
- L'aspiration et le nettoyage de la traverse basse des fenêtres
- La mise en place des consommables sanitaires, achetés par l'école, par le prestataire : savon liquide, papier hygiénique, essuie-mains et sac poubelle (noir et/ou transparent)
- L'enlèvement de tous déchets visibles au sol, avec acheminement et stockage dans les containers

Le programme est déterminé par bâtiment, par famille/type ou nature des locaux, les prestations et la périodicité sont détaillées dans l'annexe 2 du présent CCTP, DPGF et BPU.

Les prestations courantes et récurrentes de nettoyage seront exécutées et rémunérées selon un coût HT mensuel par m² par bâtiment (DPGF_Nettoyage).

Précision : Est inclus dans le **forfait**, le nettoyage complet (cf. liste des prestations « Annuel ») des chambres collectives et individuelles/doubles (Famille N° 3) lors du départ définitif de la structure (Élève ou passager).

4.1.2 Gestion des déchets

La prestation de gestion des déchets est incluse dans le coût forfaitaire des prestations courantes et récurrentes. Tous les déchets ménagers, recyclables et non-recyclables, doivent être évacués.

Le titulaire doit procéder au vidage des poubelles en s'adaptant et en respectant le dispositif de collecte sélective qui pourrait être mis en place à tout moment de l'exécution du marché.

Le vidage des poubelles, corbeilles, ou autre contenants, s'effectue aux fréquences précisées en annexe 2 du présent CCTP, DPGF et du BPU.

- **Hébergement** : Chaque chambre dispose d'1 poubelle (sans sac) pour les déchets recyclables (papier, bouteille plastique, emballages divers). A charge pour les occupants de la vider, dans la grande poubelle (avec sac transparent) positionnée dans un Point d'Apport Volontaire (PAV) situé dans les

sanitaires ou sur un palier. Les déchets ménagers non-recyclables sont déposés directement par les occupants dans la poubelle dédiée d'un PAV (poubelle avec sac noir).

- Autres locaux : Chaque local dispose d'1 poubelle pour le tri sélectif (poubelle avec signalétique sans sac). A charge pour les élèves, permanents et stagiaires de déposer leurs déchets dans les 2 poubelles d'un Point d'Apport Volontaire (PAV) situés dans les sanitaires ou sur un palier : 1 dédiée aux déchets ménagers non recyclables avec sac noir et 1 dédiée au tri sélectif avec sac transparent.

Le titulaire récupère les sacs poubelles d'ordures ménagères et de tri sélectif dans les PAV, puis les achemine à l'arrière du Bâtiment A pour les jeter ou les vider dans les conteneurs de la société en charge du traitement des déchets :

- Conteneur pour les ordures ménagères non recyclables (sac noir)
- Conteneur pour les déchets recyclables (sac transparent RÉUTILISABLE)
- Conteneur pour les gros cartons

De plus :

- Toutes les poubelles pour les déchets non-recyclables seront équipées de sacs noirs avec remplacement des sacs souillés.
- Toutes les poubelles déchets recyclables ou non-recyclables doivent être nettoyées et désinfectées si nécessaire.

À préciser que :

- Les déchets générés par les élèves de la formation initiale, au cours et à la fin de leur scolarité, ne sont pas gérés par la société : lors de la perception des effets d'habillement, des gilets pare-balles et lors de leur départ
- Ainsi que les déchets générés lors du broyage des documents papier par les permanents de la structure.

4.2 Prestations supplémentaires

4.2.1 Hébergement/Pédagogie

Les prestations supplémentaires sont détaillées dans l'annexe 2 du présent CCTP, DPGF et BPU et seront exécutées à la demande de l'ENP en fonction des besoins :

- Pour l'hébergement, lorsque le nettoyage des chambres, utilisées par un nouvel occupant (Élève ou passager), ne peut attendre la prestation hebdomadaire au forfait. Sont concernées uniquement les chambres individuelles aux Bâtiments A (4^{ème} étage), B et R.
- Pour la pédagogie, lorsque le nettoyage des locaux listés ci-dessous (lors de circonstances exceptionnelles, non prévues) ne peut attendre le nettoyage bihebdomadaire au forfait. Sont concernés uniquement la salle de cours Anne de Bretagne, et les Amphis A et Grand Bé (Bât B2).

Elles seront rémunérées par application d'un coût HT/prestation supplémentaire et facturées mensuellement en fonction du type et du nombre de prestation supplémentaire exécutée : Hébergement et/ou Pédagogie (BPU_Supplémentaires).

4.2.2 Vitrerie

Le nettoyage des surfaces vitrées comprend les deux faces, y compris les montants et les appuis extérieurs (hors surfaces vitrées des portes d'entrée et sas intérieur vitré des prestations forfaitaires).

Cela peut nécessiter l'emploi de moyens de levage spécifique (échelle, escabeau, nacelle, échafaudage), voire l'appel à des cordistes, qui sera à déterminer par les candidats lors de la visite préalable du site et des locaux.

La prestation est exécutée en fonction des besoins de l'école et sera rémunérée au m² par bâtiment et par niveau (divisé par 2 selon le côté « cour » ou côté « mer » nettoyé), à minima une fois par an (BPU_Vitrierie).

4.2.3 Prestations de propreté supplémentaire

Conformément au BPU de l'annexe financière à l'acte d'engagement, ***hors locaux des prestations supplémentaires Hébergement/Pédagogie*** référencés ci-dessus, les prestations pour tous les autres types de locaux des bâtiments listés dans le tableau DPGF_Nettoyage, seront rémunérées par application du prix unitaire HT/m² après établissement de devis et bon de commande.

Enfin, sur demande, le titulaire s'engage à effectuer toute prestation supplémentaire sur la base d'un devis accepté par le représentant de l'ENP et d'une commande ad hoc.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXÉCUTION

5.1 Intervention

L'exécution des prestations ne devra pas perturber le fonctionnement de l'école.

Les interventions s'effectueront du lundi au vendredi inclus, hors jours fériés.

Les horaires seront déterminés en accord avec les responsables de l'école.

Pour chaque bâtiment, l'école se réserve le droit, si les nécessités de service l'exigent, de décider des heures de début et de fin de prestation en fonction de l'activité du bâtiment et ce, dans le respect des plages horaires d'interventions déterminées.

5.2 Encadrement et effectifs

Le titulaire affectera du personnel en nombre suffisant pour assurer les prestations.

Il transmettra, dès le début d'exécution du marché, la liste du personnel (actualisée), ainsi que le planning horaire d'intervention par bâtiment, par niveau et par local, conformément à la périodicité demandée par l'ENP.

Sont de sa compétence, entre autres :

- la gestion des aspects administratifs (pièces d'identité des nouveaux agents)
- l'actualisation de la liste du personnel intervenant avec mention des zones de prestation dédiées et horaires d'intervention
- l'information sur les absences (périodes de congés annuels et tout autre type de congé)
- la prise de toutes les mesures nécessaires pour remplacer un agent absent
- et la présence lors des visites d'inspection

Il désignera un « ***Chef d'Équipe*** », interlocuteur au quotidien entre le titulaire et l'ENP.

Sur le site, il sera responsable de l'encadrement et du comportement du personnel, et de la bonne exécution des prestations :

- présente le site aux agents nouvellement affectés ou aux remplaçants
- organise, planifie et coordonne les interventions et prestations dont celles à la demande
- contrôle l'accomplissement et la qualité des prestations
- formule des propositions concrètes et rapides afin de corriger toute anomalie survenant dans l'exécution des prestations

- est présent lors des visites d'inspections
- gestion de la livraison et mise en place des consommables achetés par l'ENP (savon liquide, papier hygiénique, essuie-mains, sac poubelle)

Son remplacement en cas d'absence doit être impérativement prévu.

Le titulaire nommera un chef d'équipe adjoint et affectera un remplaçant, tout au long de l'absence du Chef d'Équipe titulaire ou de son adjoint, afin de conserver le nombre de personnel dédié au site, conformément à son offre.

Ils seront dotés d'**un téléphone portable** et d'**une adresse mail professionnelle** afin de les contacter et de leur transmettre les informations et documents utiles à la planification des prestations en fonction de l'occupation du site :

- calendrier annuel des promotions d'élèves en formation
- planning hebdomadaire d'occupation des chambres
- planning mensuel d'occupation des infrastructures (salles de cours) sur le trimestre
- planning des locaux en travaux (localisation et durée)

5.3 Accès au site (cf. article IV.2 du CCAP)

L'école se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter sur le site un agent (comportement inacceptable, horaires non respectés, prestations de mauvaise qualité...).

Le personnel chargé du nettoyage des locaux est responsable des passes ou des clés qui lui sont remis personnellement (à récupérer et à restituer en fin de prestation si nécessaire).

En cas de déclenchement d'alarme incendie, pour la gestion des effectifs présents sur site et leur prise en charge par l'Unité de Sécurité Intérieure, le personnel chargé du nettoyage des locaux devra **badger** à la prise et à la fin du service.

ARTICLE 6 - SUIVI ET CONTRÔLES DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur rappelle au titulaire son obligation de résultat.

6.1 Suivi des prestations

Un cahier de liaison sera ouvert et mis à disposition afin de recueillir les remarques et observations des occupants, comme des agents chargés de l'entretien, et positionné au Poste de Garde de l'ENP.

À travers le cahier de liaison, le responsable de l'école prend connaissance des mentions tant positives que négatives.

De la même façon, le titulaire ou son chef d'équipe note les dysfonctionnements relevés sur le site et les actions curatives mises en place pour remédier aux dysfonctionnements signalés par l'école

Le cahier de liaison doit être visé par le responsable de l'école, le titulaire (et ses agents), à chaque passage et prise en compte.

6.2 Contrôle interne du titulaire

Le titulaire garantit à l'école la qualité des prestations. À cette fin, il met en place un dispositif de contrôle interne, qui lui permet d'assurer une prestation de qualité, conformément à ses engagements décrits dans son mémoire technique remis à l'appui de son offre.

La fréquence des contrôles internes doit être suffisante pour assurer sur l'ensemble des bâtiments du site, le respect de l'obligation de résultat. Le titulaire fournit à l'ENP les comptes-rendus ou les relevés résultant de cet autocontrôle. Il formulera des propositions concrètes et rapides afin de corriger toute anomalie survenant dans l'exécution des prestations.

Le titulaire devra proposer un outil numérique afin d'assurer le suivi et la traçabilité du nettoyage. L'ensemble de ces données seront consultables par les deux parties, avec la mise à disposition d'une application ou tout autre moyen facilitant le suivi de ce marché, lequel sera détaillé dans l'offre.

6.3 Contrôles inopinés par l'ENP

Les opérations de contrôles inopinés ont pour but de constater la correspondance des prestations fournies avec les spécifications du marché tant qualitativement que quantitativement. Lorsqu'un dysfonctionnement sur la qualité de service est signalé par le responsable de l'ENP, le titulaire doit y remédier dans le délai auquel il s'est engagé dans son mémoire technique.

En fonction des résultats de ce contrôle et des explications recueillies, la prestation peut être ajournée ou admise avec réfections, tel qu'indiqué à l'article « Pénalités » du CCAP. Lorsque des manquements répétés dans la qualité des prestations sont constatés, ou à tout moment selon sa volonté, l'école peut diligenter un contrôle contradictoire.

Un cahier de suivi sera ouvert pour y inscrire les consignes données aux agents de propreté, les jours et heures de contrôle et leurs résultats, les observations faites lors des passages dans les locaux et étages d'hébergement et les dysfonctionnements relevés sur le site tant en matière de qualité de service qu'en termes de fourniture et mise en place des consommables sanitaires.

Pour chacun des contrôles il faut indiquer que l'annexe 1 du CCP doit obligatoirement être utilisée. Seule cette dernière est contractuelle.

6.4 Contrôles contradictoires

Le résultat des actions de nettoyage définies dans le présent CCTP est apprécié au cours de contrôles contradictoires effectués par un représentant du titulaire et un représentant de l'ENP.

Pour chacun des contrôles il faut indiquer que l'annexe 1 du CCP doit obligatoirement être utilisée. Seule cette dernière est contractuelle.

Cette fiche de contrôle sera établie et signée par les deux parties.

En fonction des résultats de ce contrôle et des explications recueillies, la prestation peut être ajournée ou admise avec réfections, tel qu'indiqué à l'article « Pénalités » du CCAP. Entre deux contrôles contradictoires, l'école se réserve le droit d'opérer tout contrôle (inopiné) à sa convenance.

6.5 Reporting et plan de progrès

Comme prévu dans le CCAP, un bilan du présent marché est réalisé après chaque année d'exécution du marché.

Le titulaire peut alors proposer au pouvoir adjudicateur et à l'ENP, des pistes d'amélioration concrètes qui, si elles recueillent l'accord de ces derniers, seront matérialisées par voie d'avenant.

ARTICLE 7 - SÉCURITÉ, MATÉRIEL, PRODUIT, ÉNERGIE ET PLAN DE PRÉVENTION

7.1 Sécurité

Le titulaire est soumis aux obligations des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. L'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le site de l'école sont applicables au personnel du titulaire.

Le titulaire instruit son personnel aux règles de sécurité du travail tant générales que particulières et veille à les faire respecter. Il doit fournir l'équipement de protection individuelle à son personnel lorsque l'exécution d'une tâche le nécessite.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et de fumer pendant l'exécution des travaux de nettoyage.

7.2 Matériel

Le titulaire fournira le matériel, nécessaire à la bonne exécution des prestations, et en nombre conséquent compte-tenu de l'étendue du site, du nombre de bâtiments et de niveaux.

Les matériels et équipements fournis et utilisés par le titulaire doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur en matière d'hygiène et sécurité, en parfait état d'utilisation, ergonomique afin de réduire les troubles musculo-squelettiques et autres (mal de dos, canal carpien...), et permettre un gain de temps dans l'exécution des prestations.

Le titulaire devra les présenter à l'école sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité. Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais par un matériel équivalent conforme.

L'entreprise ne doit en aucun cas brancher les appareils ménagers sur les circuits assistés par des onduleurs ou tout autre circuit spécialisé. De la même manière, le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise par l'intermédiaire de fiches multiples est interdit. Seules les rallonges simples répondant aux normes électriques en vigueur sont autorisées.

Le matériel utilisé par le titulaire ou son sous-traitant (échelle, plates-formes, aspirateurs, laveuses) doit être parfaitement adaptés aux opérations de nettoyage. Il ne doit en aucun cas occasionner une détérioration des ouvrages, surfaces ou équipements. L'école peut interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers, sans que le titulaire puisse en demander dédommagement.

Les échafaudages et autres engins de levage devront obligatoirement être conformes à la réglementation. Les matériels ne devront, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégées, leurs pieds seront munis de patins protecteurs.

L'école est prévenue dans un délai de 48 heures lors de l'utilisation de moyens de levage (ex : camion, nacelle). Le personnel utilisant ces matériels est formé et habilité par le titulaire, une copie de ces habilitations est adressée aux responsables de l'école, préalablement à l'exécution de ces prestations.

7.3 Produit

Le pouvoir adjudicateur exige l'utilisation de produits conformes à la réglementation en vigueur et souhaite qu'ils soient respectueux de l'environnement (produits d'entretien Ecolabel ou équivalent).

Le titulaire fournira la liste exhaustive des produits éco-responsables mis à disposition des agents de propreté pour l'exécution des prestations ainsi que leur fiche toxicologique et/ou de données de sécurité :

- notice détaillée précisant la provenance, l'origine et la composition des produits
- procès-verbal d'essai précisant le potentiel hydrogène (PH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensioactifs
- échantillon référencé de ces produits.

Les produits jetables (lingettes...) sont prohibés. Toutefois, afin de respecter son obligation de résultat, le titulaire est autorisé à utiliser de façon ponctuelle des produits ne bénéficiant pas d'écolabel.

Le titulaire fournira aux agents de propreté des produits adaptés aux surfaces à nettoyer et efficaces.

Le stockage des produits doit être effectué dans un local prévu à cet effet ou à défaut dans des armoires de stockage fermées à clefs. Toute précaution doit être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit, ainsi que le stockage de tout produit ou matière inflammable. Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention.

Les fiches techniques et de sécurité de tous les produits utilisés sont communiquées à l'école.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prélever des échantillons, sans préavis du titulaire. Ce dernier supportera les frais d'analyses s'il est établi que les prestations n'ont pas été respectées. Il se réserve le droit d'interdire, sans délai, les produits dont l'utilisation est susceptible de compromettre la sécurité ou la santé des usagers, de provoquer des dégradations aux matériels ou une atteinte à l'environnement. Tout produit rejeté sera retiré immédiatement et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Tout dommage causé aux installations, équipements et personnel du site est à la charge du titulaire.

7.4 Énergies

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations de nettoyage des locaux sont à la charge de l'ENP.

Le titulaire se charge d'informer son personnel sur l'utilisation raisonnée de l'éclairage des bureaux pendant les prestations de nettoyage et qu'il convient de procéder à l'aération des locaux et, en fin de prestation, à la fermeture des portes et fenêtres.

7.5 Plan de prévention

Un projet de plan de prévention écrit est établi par le titulaire et soumis à la validation de l'école. Il fera préalablement l'objet d'une inspection commune. Le plan de prévention doit prendre en compte les consignes de sécurité communiquées par l'école et comporter des dispositions dans les domaines suivants :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens spécifiques correspondants,
- les locaux présentant des risques particuliers,
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs relatifs à l'opération,
- les instructions à donner aux salariés,
- l'organisation des secours,
- les visites périodiques.

Le titulaire a la charge d'établir le projet de plan de prévention qu'il communiquera dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la notification du marché et avant toute intervention du titulaire sur le site.

Le titulaire a l'obligation d'informer ses salariés des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention. Ils doivent être informés des zones dangereuses ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes). Les dispositifs de protection collective et individuelle ainsi que les accès de secours leur sont communiqués.

Le titulaire est tenu d'informer l'école de tout accident du travail dont serait victime un de ses salariés dans l'exécution des prestations du présent marché. Le plan de prévention est mis à jour par le titulaire au fur et à mesure de la prise en compte de nouvelles installations et des évolutions des risques au cours de l'exécution du marché et soumis à l'école. Les sous-traitants désignés par le titulaire seront tenus aux mêmes obligations.